

## DERRIERE SARKOZY, SES HOMMES DE L'INTERIEUR

En quittant la Place Beauvau, le candidat UMP laisse un noyau dur de fervents soutiens, qu'il a placé aux plus hautes fonctions de la police.

Par Patricia TOURANCHEAU

QUOTIDIEN : mardi 27 mars 2007

Avant de quitter le ministère de l'Intérieur (lire page 13), Nicolas Sarkozy a placé ses hommes de confiance à des postes stratégiques et ainsi «verrouillé» l'institution police *«pour cinq ans, vu l'âge des promus à de hautes fonctions : 50 ans»*, selon un commissaire, c'est-à-dire le temps d'un éventuel quinquennat à l'Elysée.

Ce haut fonctionnaire, en poste depuis plus de vingt ans, dit n'avoir *«jamais ressenti auparavant une telle peur des grands patrons de police de présenter de mauvais résultats, voire une autocensure, et un tel zèle à afficher de bons chiffres»*, afin de servir le ministre-candidat dans sa course à la présidence de la République. Le prétendant, aujourd'hui libre de toute attache ministérielle, s'est montré fort prévoyant : *«Par des accélérations de carrière et certaines nominations à caractère politique dans toute la chaîne, les sarkozystes tiendront la police pendant une demi-décennie.»* Sur dix postes clés, seuls trois lui échappent.

---

### LES POSTES QU'IL CONTROLE

LIBERATION.FR : mardi 27 mars 2007

#### Frédéric Péchenard

##### **PJPP. Police judiciaire de la préfecture de Paris. 2200 officiers dans la capitale et dans les trois départements de la petite couronne.**

Frédéric Péchenard, 50 ans, a été nommé à la tête du 36, quai des Orfèvres par Nicolas Sarkozy en juin 2006. Ce grand flic du sérail aux compétences indiscutables affiche une admiration sans faille pour son ami d'enfance. Il se revendique cependant «homme de droite mais pas commissaire de droite», professionnel avant tout mais «sarkozyste de coeur». Il a poussé dans un hôtel particulier du XVIIe arrondissement de Paris, dans la même rue Fortuny que les Sarkozy, et jouait avec le petit Nicolas quand leurs deux mères, toutes deux juristes, prenaient le thé. Devenu numéro deux de l'antigang, Frédéric a retrouvé Nicolas, maire de Neuilly-sur-Seine en 1993, lors de la prise d'otages à la maternelle. Ils ont renoué en 2002. Le ministre de l'Intérieur avait confié à son ami commissaire la sous-direction des affaires économiques et financières de la PJPP en décembre 2003 puis l'a décoré de la Légion d'honneur, une fois parti aux Finances.

#### Alain Gardère

##### **PUP. Police urbaine de proximité. 12 300 policiers dans les commissariats de la capitale.**

Alain Gardère, 50 ans, soutient ouvertement le candidat UMP à la présidentielle. Cet ex-directeur de cabinet de Michel Gaudin à la DGPN avait été remarqué en 2002 comme patron de la sécurité publique d'Ille-et-Vilaine par le préfet de Rennes de l'époque, Claude Guéant. Sur les conseils de ces deux fidèles serviteurs de Nicolas Sarkozy, Alain Gardère a été envoyé en 2005 à la préfecture de police (PP) de Paris, autant dire en milieu ennemi, pour prendre le contrôle des forces vives de cet «Etat dans l'Etat», les bataillons de policiers en tenue de la PUP. «Gardère a la main mise sur tous les commissariats parisiens et roule à fond pour Sarkozy, le dit partout, le clame et le déclame», selon un de ses collègues de haut rang à la PP, «ce qui ne fait pas l'unanimité». Nicolas Sarkozy a également placé à la direction de la logistique de la PP, qui gère de gros moyens (financiers et matériels), son ancien conseiller à la sécurité, Luc Rudolph, pour noyauter un peu plus la préfecture.

#### Joël Bouchité

##### **DCRG. Direction centrale des Renseignements Généraux. 3500 fonctionnaires.**

Joël Bouchité, 50 ans, a été accusé d'avoir enquêté pour le compte du cabinet du ministre de l'Intérieur sur l'entourage de Ségolène Royal, en particulier sur son conseiller écologiste Bruno Rebelle, à son entrée dans le staff de campagne de la candidate. Son prédécesseur, installé par l'Elysée, ne faisant pas l'affaire de Nicolas Sarkozy, il a été nommé en avril 2006. Longtemps en poste à Toulouse, où il a surveillé des activistes basques d'ETA, Joël Bouchité avait d'abord été nommé à Paris comme directeur adjoint sur les recommandations de son ami Bernard Squarcini, qui a à nouveau soufflé son nom au ministre pour la direction du service. Actuel préfet délégué à la sécurité à Marseille, Bernard Squarcini, 51 ans, homme de renseignement à l'intelligence aiguisée, spécialiste de la lutte antiterroriste, fut numéro deux des RG en France pendant dix ans. En 2004, Nicolas Sarkozy a bataillé en vain avec l'Elysée pour donner le poste suprême des RG à ce tombeur des réseaux islamistes de 1995 et d'Yvan Colonna en 2003. Envoyé à Marseille avec une casquette de préfet, Bernard Squarcini a continué à renseigner le ministre et même à le conseiller dans l'affaire Clearstream, où son nom était également cité à tort comme détenteur de comptes occultes à l'étranger. Nicolas

Sarkozy lui réserve la future direction de la lutte antiterroriste qui va chapeauter et regrouper, dans un même bâtiment à Levallois-Perret, les RG, la DST et la PJ.

### **Michel Gaudin**

#### **Direction générale de la police nationale Chapeaute les 136 500 policiers de France.**

Michel Gaudin, 58 ans, a suivi son ministre comme son ombre dans tous ses déplacements, avec sa mallette en cuir remplie de rapports et de documents. De Bruxelles en Guadeloupe, aux côtés de Sarkozy, le fidèle préfet restait en liaison constante avec ses services d'enquête et tenait au courant son ministre en temps réel des avancées d'une opération de police, d'une prise d'otages ou d'une affaire délicate. Ce qui fit dire à Nicolas Sarkozy : «Je me balade toujours avec mon équipe. Comme ça, même à l'extérieur, je reste ministre de l'Intérieur. » Issu du fief des Hauts-de-Seine, Michel Gaudin y a été le chef des services départementaux de 1988 à 1993 et le directeur de cabinet du président du conseil général d'alors, Charles Pasqua, avant de rebondir avec ce dernier au ministère de l'Intérieur, comme directeur du personnel et de la formation de la police (1993-1998). Monté en grade sous Sarkozy, le grand patron des flics de France n'a eu de cesse de lui fournir «de bons résultats» pour l'aider à décrocher l'Elysée. Il sait qu'en échange, Nicolas Sarkozy lui réserve le fauteuil prestigieux de préfet de police (PP) de Paris, et qu'en cas de victoire, ce serait chose faite dès la rentrée. Son directeur de cabinet actuel à la DGPN, bombardé à 50 ans à cette fonction et au plus haut grade d'inspecteur général, Dominique Boyajeau, doit sa fulgurante ascension à son passage au commissariat de Neuilly-sur-Seine où il a oeuvré comme chef de circonscription de 1995 à 1999.

### **Martine Monteil**

#### **DCPJ. Direction centrale de la police judiciaire. 7000 officiers enquêtent sur les crimes et les trafics les plus graves.**

La patronne dite «naturelle» de la PJ et femme de droite a été nommée en 2004 par Dominique de Villepin mais ne cache pas son admiration pour le «pragmatisme et l'efficacité» de Nicolas Sarkozy. La directrice de la PJ, 56 ans, n'a pas hésité à sortir de sa réserve et à apporter son soutien au candidat de l'UMP à la présidentielle le 1er février dernier. Dans son allocution publique pour le centenaire des brigades du Tigre au Paradis latin, face à un millier de commissaires et d'officiers de l'Hexagone, Martine Monteil a souhaité, «à titre personnel» à son ministre pour 2007, de pouvoir faire autant pour le pays que pour la PJ, que le «courage et l'énergie» de Nicolas Sarkozy soient demain «au service de la France». En privé, elle véhicule tout le bien qu'elle pense de Sarkozy en tant qu'homme politique et auteur de «textes législatifs qui ont beaucoup aidé la PJ» en lui donnant des pouvoirs accrus en matière de perquisition, d'extension des fichiers (ADN), de surveillance (sonorisation, infiltration, etc.) et de confiscation des biens mal acquis.

### **Eric Le Douaron**

#### **PAF. Police aux frontières. Lutte contre l'immigration clandestine. 8100 policiers.**

A 56 ans, il est l'homme à poigne qui monte dans la police, promu directeur de la PAF l'été 2005. Il a «l'oreille du ministre» et a «reboosté» le service avec de gros moyens (effectifs, hélicoptères, brigades des réseaux ferrés, etc.) pour interpellier et expulser les étrangers sans-papiers, démanteler des filières d'entrée sur le territoire et des ateliers de travail clandestin, priorité de Nicolas Sarkozy. Il venait de la préfecture de police de Paris, qui passe, aux yeux des sarkozystes, pour un bastion chiraquien, mais a surmonté ce handicap pour servir avec zèle la politique répressive du ministre à l'égard des immigrés en situation irrégulière. Il a appliqué la même fermeté que dans sa lutte contre la délinquance, lui qui a dirigé durant six ans les bataillons de la police urbaine de proximité (PUP) dans la capitale.

### **Christian Lambert**

#### **CRS. Compagnies républicaines de sécurité, chargées du maintien de l'ordre public. 14 800 agents.**

Sitôt devenu grand chef des CRS, Christian Lambert, 50 ans, a été placé en première ligne pour évacuer les étudiants anti-CPE de la Sorbonne le 10 mars 2006 par Nicolas Sarkozy, qui a ainsi court-circuité le préfet de police de Paris, Pierre Mutz. Pour riposter aux accusations d'immobilisme de la police contre les casseurs et piloter lui-même à distance l'évacuation des protestataires de la faculté, le ministre, alors en déplacement aux Antilles, a confié la mission délicate à Christian Lambert, qui l'a informé «minute par minute» et a sorti les étudiants sans faire de blessés. Nicolas Sarkozy l'avait déjà fait chef du Raid (Recherche assistance intervention dissuasion) en septembre 2002, avec pour priorité de retrouver Yvan Colonna, tueur présumé du préfet Erignac en 1998, avec l'aide du directeur adjoint des Renseignements généraux, Bernard Squarcini. Nicolas Sarkozy a raflé la mise le 4 juillet 2003 quand Colonna a été débusqué dans une bergerie en Corse-du-Sud, au bout de quatre ans de cavale.

---

### **Pierre Mutz**

#### **Préfecture de police de Paris**

Pierre Mutz, préfet de police de Paris, a été imposé en 2004 par Jacques Chirac qui, malgré l'insistance de Nicolas Sarkozy, a refusé de laisser ce poste stratégique et prisé à Claude Guéant, le fidèle d'entre les fidèles du ministre de l'Intérieur.

### **Pierre Bousquet de Florian**

#### **DST. Direction de la surveillance du territoire. 1800 officiers de renseignement chargés du contre-espionnage.**

Pierre Bousquet de Florian, chef de la DST, réputé chiraquien, a subi les foudres de Sarkozy, qui lui a reproché de ne pas avoir enquêté à fond sur les faux listings de Clearstream pour démonter la manipulation qui le visait.

### **Philippe Laureau**

#### **DCSP. Direction centrale de la sécurité publique. 70 000 policiers en charge des commissariats de province et de banlieue.**

Philippe Laureau, directeur central de la sécurité publique, doit sa nomination, en octobre 2005, au départ à la retraite de son prédécesseur. Il tient son service en pur technicien en évitant de se mêler de politique.

## **NICOLAS SARKOZY, TONTON FLINGUEUR LIBERAL !**



Nicolas Sarkozy, 52 ans, candidat UMP à l'Élysée, a mis, depuis son entrée en politique il y a plus de trente ans, son énergie au service d'une ambition ultime: devenir président de la République.

Il a tout mis en oeuvre pour succéder en 2007 à Jacques Chirac, son ancien maître en politique qu'il avait «trahi» pour rejoindre Edouard Balladur à la présidentielle de 1995.

Depuis 2002 et son arrivée au gouvernement, dans le sillage de la réélection de Jacques Chirac, M. Sarkozy est omniprésent, faisant dire à son conseiller politique, François Fillon, qu'il «affiche sa candidature» depuis «quatre ans déjà».

Cet ambitieux, qui n'aime rien tant qu'on l'aime et le dissimule mal, reste l'homme politique le plus populaire à droite et a désormais rallié à sa candidature la plupart des membres du gouvernement, dans l'attente d'un soutien de Jacques Chirac.

Initialement adepte de la «rupture», il l'a toutefois adoucie en «rupture tranquille», notamment face aux critiques, y compris dans son propre camp, sur son «libéralisme» ou «atlantisme».

«Sarko», comme l'appelle son entourage, est persuadé que «la France se donnera à celui qui en a le plus envie» et a de l'énergie à revendre.

Ce fils d'immigré hongrois l'a montré depuis 2002 aux ministères de l'Intérieur, de l'Economie, et à partir de juin 2005, de nouveau à l'Intérieur où il est revenu à l'occasion du remaniement gouvernemental après les échecs cuisants de la droite aux régionales, européennes et au référendum sur la Constitution.

Entre-temps, il aura réussi à damer le pion à Jacques Chirac en se faisant triomphalement élire contre le gré de ce dernier à la présidence de l'UMP, en novembre 2004.

Peu à peu, le «grand parti de la droite et du centre» voulu par le chef de l'Etat en 2002 va devenir un parti presque entièrement sarkozyste, avec des adhérents toujours plus nombreux «séduits» par la «détermination» et la «niaque» de M. Sarkozy.

Fonceur, donnant le sentiment que rien ne lui fait peur ou ne l'arrête, cet avocat de formation se targue de proscrire la langue de bois. Au point de faire scandale, comme lorsqu'il dit vouloir nettoyer un quartier sensible au «Kärcher», expression qui lui sera reprochée lors de la crise des banlieues de l'automne 2005. Plus récemment son «ministère de l'Immigration et de l'identité nationale» a suscité un tollé.

Celui que ses adversaires traitent parfois d'«agité» sait aussi manier l'humour: «Je m'énerve pas, j'explique», dit-il souvent, plagiant l'un des Tontons flingueurs de Georges Lautner.

Il aime aussi surgir là où on ne l'attend pas: il supprime la double peine, se prononce pour le vote des étrangers aux élections locales, se réclame du libéralisme mais dénonce dans le même souffle «les patrons voyous».

**TONTON FLINGUEUR, tout court....**